



REGLEMENT DE CONSULTATION













ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

ACCORD CADRE N° 26CC01G
Prestations de nettoyage et / ou de vitrerie pour le
groupement de commande des CCI d'Occitanie et leurs
établissements annexes

Date et heure limites de réception des offres :

Le lundi 30 mars 2026 à 17h00

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Prestations de nettoyage pour le Groupement des CCI d'Occitanie et leurs établissements annexes.
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	11
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an. Reconduction tacite jusqu'à son terme. Nombre de maximum de périodes de reconduction 3 x 12 mois. Durée maximale du contrat, toutes périodes confondues : 48 mois.
	Négociation	Procédure formalisée sans objet

SOMMAIRE

1 – Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	6
1.3 - Type et forme de contrat	7
1.4 - Décomposition de la consultation et étendue des prestations	7
1.5 – Nomenclature	7
1.6 - Réalisation de prestations similaires	8
1.7 - Renouvellement	8
1.8 - Dispositif de vigilance	8
2. Conditions de la consultation :	8
2.1 - Délai de validité des offres	8
2.2 - Forme juridique du groupement	8
2.2.1 - Forme juridique du groupement	8
2.3 - Variantes	8
2.4 - Développement durable	9
3 – Conditions relatives au contrat	9
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	9
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	9
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	9
4 - Contenu du dossier de consultation	9
4.1 – Mise à disposition du DCE	9
4.2 – Contenu du DCE	9
5 - Présentation des candidatures et des offres	10
5.1 - Documents de candidature :	10
5.2 - Prévention des conflits d'intérêts	12
5.4 - Visites sur site	13
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	13
6.1 - Transmission exclusivement via la plateforme PLACE :	13
6.2 Signature électronique non obligatoire à l'offre	14
6.3 Marchés subséquents :	14
7 – Conditions de participation	14
7.3.1 La méthodologie de calcul utilisée est la suivante :	15
7.4 - Suite à donner à la consultation	15
7.4.1 - E-attestations	15
8 - Renseignements complémentaires	16
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	16
8.2 - Procédures de recours	16

1 – Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne les **prestations de nettoyage habituel, occasionnel et exceptionnel** pour les sites membres du **groupement de commandes des CCI d'Occitanie**.

L'accord-cadre couvre l'exécution des prestations suivantes :

- Nettoyage habituel des locaux (quotidien, hebdomadaire, mensuel) à prix forfaitaires ;
- Nettoyage occasionnel (remises en état ponctuelles, vitrerie...) à prix unitaires ;
- Nettoyage exceptionnel (sinistre, épidémie, intégration de nouveaux locaux) à marchés subséquents ;
- Nettoyage de nouvelles surfaces (extension périmètre, intégration nouveaux locaux) à marchés subséquents.

La liste des prestations est définie dans le CCTP et dans les Bordereaux de Prix applicables à chaque lot.

Lieux d'exécution : le marché concerne les CCI 11, 30, 31, 34, 48, 66 et 81, Defi services ainsi que les sites de Blagnac (31) et de Pérols (34) de la CCI Occitanie.

Définitions :

Coordonnateur :

le membre du groupement désigné dans l'acte constitutif du groupement de commande pour procéder, dans le respect des règles du Code des Marchés Publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant et à la notification du marché.

Membre du groupement : le Pouvoir Adjudicateur de chaque membre adhérent au groupement de commande. Chaque membre du groupement procède à l'exécution du marché par l'émission de bons de commande.

Pouvoir Adjudicateur du groupement de commande ou Acheteur : désigne le Pouvoir Adjudicateur, personne morale de droit public, qui conclut le marché avec son titulaire (la CCIR Occitanie).

Candidat : désigne l'entreprise qui répond au présent dossier de consultation.

Titulaire : désigne l'entreprise qui conclut le marché.

Principe de mise en œuvre du marché :

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et de marchés subséquents émanant de chaque membre du groupement du moment qu'il est propriétaire des bâtiments (actuels ou à venir).

Liste et coordonnées des membres :

MEMBRES DU GROUPEMENT	ADRESSE	Référent technique
Pouvoir Adjudicateur Coordonnateur du groupement de commande : CCI OCCITANIE	Siège 5, rue Dieudonné Costes – BP 80032 - 31701 BLAGNAC cedex Site Pérols 99 impasse Adam Smith - Bâtiment B CS 8100 - 34477 PEROLS Cedex	Pour les sites de Blagnac et Pérols de la CCI Occitanie Jean-François ROMIEU – Coordinateur Moyens Généraux 06 27 26 35 46 jf.romieu@occitanie.cci.fr
CCI DE L'AUDE	HC 3, Boulevard Camille Pelletan CS 30011 11890 CARCASSONNE	Pôle Technique Emmanuel PRAX Responsable Patrimoine CCI Aude P 06 18 65 59 43 T 04 68 42 75 94 e.prax@auode.cci.fr et Philippe FABRE Technicien des moyens généraux 06 24 61 50 88 p.fabre@auode.cci.fr Suivi opérationnel et administratif des sites Référente Principale. Christine GOMA P 06 15 10 66 69 c.goma@auode.cci.fr
	Espace Coste Reboulh (2nd semestre) Rue Coste Reboulh 11890 Carcassonne	
	Conseil Régional 5 rue Aimé Ramond 11000 CARCASSONNE	
	Site CCI de l'Aude de Lézignan 27 Avenue Gustave Eiffel 11200 Lézignan Corbières	
	Innoveum 74 Avenue Paul Sabatier ZI La Coupe 11100 Narbonne	
	Halle de Sport Avenue de Croix Sud ZI Croix Sud 11 100 NARBONNE	
EURL DEFI SERVICES	HC 01 Avenue du Forum ZI Croix Sud 11 100 NARBONNE	
CCI Toulouse HAUTE- GARONNE	Palais Consulaire 2 Rue Alsace Lorraine 31000 TOULOUSE	Cécile LABORDE Responsable Patrimoine, Evènementiel, Moyens Généraux et Sécurité 0608503268 c.laborde@toulouse.cci.fr
CCI DU GARD	Référent Principal :	Bruno MOLLICONE Coordinateur Sûreté-Sécurité ERP- Maintenance Technique du Patrimoine-Service Équipements - Moyens Généraux 06 23 84 06 80 equipements@gard.cci.fr
	Lycée Privé de la CCI 1 ter avenue du Général Leclerc à Nîmes.	Référente du Lycée : Mme Virginie THEROND Responsable Gestion – Moyens Généraux - Patrimoine v.therond@gard.cci.fr T. 04 66 879 730
	PARC EXPOSITION 230 avenue du Languedoc à Nîmes	Référent administrative du Parc des Expositions Mme Karine BOYER k.boyer@gard.cci.fr

CCI DE L'HERAULT	CCI Entreprise Zone aéroportuaire Montpellier Méditerranée Avenue Jacqueline Auriol CS 90066 34137 MAUGUIO Cedex	Philippe VIGROUX Responsable financier, en charge de l'intendance 06 01 28 49 11 p.vigroux@herault.cci.fr
	HÔTEL CONSULAIRE SAINT CÔME 32 Grand Rue Jean Moulin 34000 MONTPELLIER	
	GALERIE PAUL RIQUET - BEZIERS Passage Paul Riquet Lots n° 487 - 623 - 555 34500 BEZIERS	
	Etablissement de Béziers 308 rue de Chiclana 34500 BEZIERS	
	Accueil Lunel Etablissement de Lunel 113 Place des Martyrs de la Résistance 34400 LUNEL	
	Parc des Expositions de la CCI Hérault : 248 Rue de Chiclana – Entrée C 34500 Béziers	Fabienne BOUZIGUES -Service Administratif et Comptable T. 04 67 809 959 f.bouzigues@herault.cci.fr
CCI de la LOZERE	Campus Entreprises et Compétences, 14 rue Albert EINSTEIN 48000 MENDE	Eric BRUEL Directeur Administration et Finances Tel 04 66 49 00 33 Port 07 63 72 53 73 e.bruel@lozere.cci.fr Violaine BOUCHER v.boucher@lozere.cci.fr
	Pôle JMH, 10 rue Albert EINSTEIN 48000 MENDE (hors PURPLE)	
CCI des PYRENEES ORIENTALES	Palais Consulaire –Quai-de-Lattre-de-Tassigny - BP 10941 66020 PERPIGNAN Cedex	Virginie MOREAU CCI Pyrénées Orientales - Service Patrimoine Palais Consulaire Tel 04 68 35 90 95 v.moreau@pyrenees-orientales.cci.fr Romain BERGER, Chargé de mission immobilier et logistique - CCI des Pyrénées-Orientales r.berger@occitanie.cci.fr patrimoine@pyrenees-orientales.cci.fr Tel. 06 69 94 04 50
	Centre de Contrôle International CCI Saint Charles 453 Avenue de Milan 66000 PERPIGNAN	
	Bâtiment Accueil CCI Saint Charles 449 AVENUE DE BRUXELLE 66000 PERPIGNAN	
	CCI ANTENNE DE CERET Adresse : BOULEVARD SIMON BATTLE BATIMENT D2 66400 CERET	
CCI TARN	Hôtel Consulaire site de Castres 40 allée Alphonse Juin 81100 CASTRES	Christophe MARTIN Centre de congrès Direction financière et patrimoine 06 30.47.04.47 c.martin@tarn.cci.fr
	CAMPUS ALTERNANCE 57 rue Firmin Oules 81100 CASTRES	

1.2 - Mode de passation

La procédure retenue est l'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions applicables conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Cette procédure est entièrement dématérialisée.

1.3 - Type et forme de contrat

Le contrat est un **accord-cadre mono-attributaire avec émission de bons de commande** (prestations nettoyage habituel et occasionnel) et émission de **marchés subséquents** (prestations de nettoyage exceptionnel) est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique.

1.4 - Décomposition de la consultation et étendue des prestations

Les prestations sont réparties en 11 lots.

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Le montant maximum des prestations de l'accord-cadre sur sa durée totale est estimé à 2 587 000,00 € HT pour l'ensemble des lots et des prestations, réparti comme suit :

Lot	Désignation	Montant maximum par période en € HT	Montant maximum sur la durée maximale soit 4 ans en € HT
1	Nettoyage des locaux et de la vitrerie des sites de la CCI de l'Aude	130 250,00 €	521 000,00 €
2	Nettoyage des locaux du Palais Consulaire de la CCI Toulouse Haute-Garonne	82 500,00 €	330 000,00 €
3	Nettoyage des locaux et de la vitrerie du Lycée de la CCI Gard	78 500,00 €	314 000,00 €
4	Nettoyage spécifique au Parc des Expositions de la CCI Gard	38 000,00 €	152 000,00 €
5	Nettoyage des locaux et de la vitrerie des sites de la CCI Hérault	115 000,00 €	460 000,00 €
6	Nettoyage spécifique au Parc des Exposition de la CCI Hérault	40 000,00 €	160 000,00 €
7	Nettoyage des locaux du site de Blagnac de la CCI Occitanie	20 000,00 €	80 000,00 €
8	Nettoyage des locaux du site de Pérols de la CCI Occitanie	20 000,00 €	80 000,00 €
9	Nettoyage des locaux et de la vitrerie de la CCI Lozère	19 000,00 €	76 000,00 €
10	Nettoyage des locaux et de la vitrerie des sites de la CCI Pyrénées Orientales	48 500,00 €	194 000,00 €
11	Nettoyage des locaux et de la vitrerie des sites de la CCI de Tarn	55 000,00 €	220 000,00 €
Soit un montant maximum en € HT		646 750,00 €	2 587 000,00 €

Chaque montant maximum tient compte de toutes les prestations à bons de commande et à marchés subséquents.

1.5 – Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
----------------	-------------

9091300	Services de nettoyage de vitres
90910000	Services de nettoyage

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. Ces prestations similaires seront réalisées dans le cadre de la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la passation de marché de prestations similaires exécutées par le fournisseur initial.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.7 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations. Le renouvellement du présent accord-cadre pour les membres du groupement ci-dessus énoncés devrait intervenir en 2030 année de la dernière reconduction.

1.8 - Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8254 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne de mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

2. Conditions de la consultation :

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.2.1 - Forme juridique du groupement

En application de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché : chacune des entreprises exécute les prestations qui lui sont attribuées ; l'une d'entre elles, désignée comme mandataire, représente l'ensemble du groupement vis-vis de l'Acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire si ce dernier justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché.

Selon l'un ou l'autre cas, l'Acte d'engagement sera signé par l'ensemble des entreprises groupées, ou par le mandataire si ce dernier justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, sauf cas particulier visé à l'article R2142-26 du Code de la Commande Publique.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 – Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de début des prestations indiquée dans le premier bon de commande émis dans le cadre du marché par chaque pouvoir adjudicateur.

La date prévisionnelle de démarrage des prestations est juin 2026.

Récapitulatif :

La période initiale est fixée à 1 an.

Renouvellement : 3 fois par tacite reconduction.

Durée maximale totale : 48 mois.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Sur fonds propres des établissements. Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

4.1 – Mise à disposition du DCE

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-2 du code de la commande publique, le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est gratuitement mis à disposition sur le profil d'acheteur PLACE, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>
Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

4.2 – Contenu du DCE

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

Pièces communes :

- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), commun à tous les lots
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), commun à tous les lots
- Le présent Règlement de Consultation

Pièces par lot :

- Acte d'Engagement (AE), un par lot
- Annexes techniques au Cahier des Clauses Techniques Particulières par lot (spécificités, surfaces, typologies, fréquences, horaires, etc.)
- Bordereau des Prix (BP), un par lot
- Cadre de Réponse Technique (CRT) par lot
- Attestation de visite obligatoire par lot

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

IMPORTANT Dématérialisation de la communication CCI Occitanie/ entreprises :

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il est de leur responsabilité de déclarer des coordonnées valides lors de leur inscription sur la Plateforme des Achats de l'État (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

En effet la CCI Occitanie communiquera **exclusivement** via la plateforme.

A noter : L'adresse électronique mentionnée dans l'acte d'engagement (secrétariat et/ou référent technique marché dans votre entreprise) sera utilisée par la CCIR Occitanie via la Plateforme des Achats de l'État (PLACE), pour vous envoyer les courriers concernant les offres non retenues, la notification d'attribution par lot et les pièces du marché signées, ainsi que pour le suivi d'exécution du marché (avenants, etc...).

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

5.1 - Documents de candidature :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellé
La « lettre de candidature – désignation du mandataire par ses co-traitants » (formulaire DC1), dûment complété, date et signé
La « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » (formulaire DC2), dûment complété
Numéro d'identification unique de la société (SIREN)
Le cas échéant, une Délégation de pouvoirs, établie par la personne juridiquement habilitée à engager le candidat,
Copie du ou des jugements prononcés habilitant le candidat à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du contrat, si le candidat est en redressement judiciaire.
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellé
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels. L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle mentionne explicitement l'activité "propreté & vitrerie" et couvre les risques liés au travail en hauteur.

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellé
Liste des principales prestations effectuées au cours des deux dernières années
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

Renseignements spécifiques :

Libellé
Exigence de certifications Qualipropre, MASE: système de management Sécurité-Santé-Environnement ou équivalent, ISO ou équivalent

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5.2 – Exclusion des candidats pour défaillance significative

Conformément à l'article L.2141-7 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit d'exclure de la procédure tout opérateur économique ayant fait preuve d'une **défaillance significative ou persistante** dans l'exécution d'un précédent marché public, lorsque cette défaillance a entraîné :

- La résiliation de l'accord-cadre,
- L'application de pénalités substantielles,
- Ou des dommages-intérêts.

L'exclusion sera fondée sur des **éléments objectifs et vérifiables**, tels que :

- Procès-verbaux de résiliation,
- Notifications de pénalités,
- Jugements ou décisions administratives.

Le candidat concerné pourra présenter, conformément à l'article L.2141-9 du Code de la commande publique, des **mesures correctives** démontrant qu'il a pris les dispositions nécessaires pour remédier aux manquements constatés et prévenir leur réitération.

À défaut de justification suffisante, l'acheteur pourra écarter l'offre du candidat pour garantir la bonne exécution du présent marché.

5.3 - Prévention des conflits d'intérêts

Par application de l'article L. 2141-10 du code de la commande publique toute personne en lien avec un conflit d'intérêts, qu'il soit direct ou indirect, devra être écartée de la procédure de sélection. Les soumissionnaires s'engagent à signaler immédiatement toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts, que ce soit avec des membres de la commission d'appel d'offres ou toute autre personne impliquée dans la procédure. En cas de conflit d'intérêts avéré, l'offre concernée sera rejetée et la candidature de la personne impliquée écartée.

5.4 - Pièces de l'offre (par lot) :

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Pièces à remettre par le candidat (par lot) :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le bordereau des prix (BP)
- Le cadre de réponse technique (CRT) dont annexes (organigramme, matériels, FDS, effectifs, habilitations vitrerie, détail des mesures environnementales, planning prévisionnel d'intervention détaillé par site...)
- L'attestation de visite

Attention la réponse aux items du cadre de réponse technique (CRT) interdit de renvoyer systématiquement à d'autres documents. Les annexes ci-dessus énumérées devront être jointe au cadre de réponse. Toute réponse incomplète ou renvoyant à un document externe est irrégulière.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.5 - Visites sur site

La visite des sites est obligatoire pour chaque lot et conditionne la validité de l'offre.

Pour la réalisation des visites le candidat prend rendez-vous auprès du référent dont les coordonnées sont spécifiées sur les attestations de visite de chaque lot.

L'attestation jointe dans chaque lot du présent DCE devra être signée par les deux parties et être jointe à l'offre des candidats. Toute offre déposée sans attestation de visite sera irrégulière.

La visite est imposée en raison de :

- la diversité architecturale des bâtiments,
- les contraintes d'accès spécifiques,
- la présence de zones techniques, ERP, salles spécialisées,
- la nécessité d'évaluer précisément les surfaces réelles, les flux d'occupation et les sujétions propres à chaque site.

Ces éléments ne peuvent être estimés uniquement sur plans, ce qui justifie la visite obligatoire.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

L'heure limite de réception est impérative. Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquée sur la page de garde du présent document.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure

6.1 - Transmission exclusivement via la plateforme PLACE :

La transmission des documents par voie électronique est effectuée exclusivement sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante : achats@occitanie.cci.fr

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

6.2 Signature électronique non obligatoire à l'offre

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.3 Marchés subséquents :

Le pouvoir adjudicateur pourra, pour certaines prestations exceptionnelles, solliciter le titulaire pour des marchés subséquents selon les modalités prévues dans le CCAP.

7 – Conditions de participation

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 – Durée de validité des offres

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de remise.

7.3 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante pour chaque lot :

Critères des lots :	Pondération
1-Valeur technique au vu des éléments fournis par le candidat dans son cadre de réponse technique et annexes	70,00
Organisation et méthodologie pour l'exécution des prestations	25,00
Moyens humains mis à disposition pour l'exécution des prestations	25,00
Moyens techniques mis à disposition pour l'exécution des prestations	15,00
Critères environnementaux pour l'exécution des prestations et démarche sociétale	5,00
2-Prix des prestations sur la base du montant total en € HT indiqué par le candidat dans le bordereau de prix et reporté sur une commande type élaborée en phase analyse	30,00
Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur	100,00

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat. La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Suite à l'appréciation des offres, une note est attribuée au critère et, le cas échéant, à ses sous-critères. Le candidat qui a obtenu la note du critère la plus élevée se voit attribuer une note pondérée égale à la note maximale pouvant être obtenue.

7.3.1 La méthodologie de calcul utilisée est la suivante :

Le critère PRIX noté sur 30 points

Le critère prix est analysé sur la base d'une commande type élaborée en phase analyse. Cette commande type reprend les prix unitaires indiqués par le candidat dans le bordereau de prix auxquels s'appliquent des quantités estimatives. Le candidat ayant obtenu le montant estimatif total de la commande type le plus bas obtient la meilleure note, soit 30 points.

La commande type pourra varier pour chaque lot.

Formule de notation applicable :

(Montant de l'offre moins-disante de la « commande » issue de la partie forfaitaire du BP) x (Base de notation : 30 points)

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées sur le bordereau des prix, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le critère VALEUR TECHNIQUE noté sur 70 points

L'évaluation du critère technique est réalisée sur la base des informations fournies par le candidat dans son cadre de réponse technique pour chaque lot. Il est donc très important que ce document soit renseigné et complété avec le plus grand soin (les rubriques du fichier format Word sont adaptables selon longueur de la réponse).

De même une offre fournie sans un cadre de réponse technique complété sera rejetée pour irrégularité.

Notation appliquée :

Aucun renseignement :	0 point
Insuffisant :	1/5 des points
Correct :	2/5 des points
Satisfaisant :	3/5 des points
Très satisfaisant :	4/5 des points
Parfaitement adapté :	le total des points

La note finale sera établie par addition des notes attribuées au critère prix et de la note attribuée au critère technique.

7.4 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 8 jours.

7.4.1 - E-attestations

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Il pourra toutefois les adresser à l'acheteur mais le dépôt sur la plateforme e-attestations sera privilégié.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation. Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé au pouvoir adjudicateur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

L'absence de réponse de la CCIR OCCITANIE au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

Le tribunal territorialement compétent est le tribunal administratif du lieu d'exécution du marché.

Tribunal administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV-BP 7007 31068 TOULOUSE Cedex 07 Tél : 0562735757 courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr https : //toulouse.tribunal-administratif.fr/	Tribunal Administratif de Montpellier 6 rue Pitot 34000 Montpellier - Tel : 04 67 54 81 00 courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr
--	--

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est : le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges :

CCIRA de Bordeaux DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C Immeuble Le Pôle 11, avenue Pierre Mendès France 33700 MERIGNAC Stéphanie MARCON Secrétaire du CCIRA de Bordeaux - Tél. : 05 55 12 20 47 Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr https://nouvelle-aquitaine.dreets.gouv.fr/	CCIRA de Marseille Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur Secrétaire général pour les affaires régionales (SGAR) CCIRA de Marseille - Madame PIETRI Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06 Contact : Catherine PIETRI Secrétaire du CCIRA de Marseille (fermé le lundi) Tél. : 04 84 35 45 54 / 06 48 06 62 74 Courriel : catherine.pietri@paca.gouv.fr https://nouvelle-aquitaine.dreets.gouv.fr/
--	--

- ⇒ Référé précontractuel : Conformément à l'article L. 551-1 et aux articles R. 551-1 à R. 551-6 du Code de Justice Administrative, tout opérateur économique ayant intérêt à conclure le contrat peut introduire un référé précontractuel contre tout acte de la passation jusqu'à la date de signature du marché, auprès du tribunal administratif compétent.
- ⇒ Référé contractuel : Conformément à l'article L. 551-13 et aux articles R. 551-7 à R. 551-7 à R. 551-10 du Code de Justice Administrative, tout opérateur économique ayant intérêt à conclure le contrat peut introduire un référé contractuel contre tout acte de la passation, dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut d'un tel avis dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du marché devant le tribunal administratif compétent.
- ⇒ Recours pour excès de pouvoir : Conformément aux articles R. 421-1 et R. 421-2 du Code de Justice Administrative, tout opérateur économique ayant un intérêt à agir, dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours contentieux au tribunal administratif compétent, à

compter de la décision lui faisant grief. Il peut assortir son recours d'un référé suspension conformément à l'article L. 521-1 du Code de Justice Administrative.

- ⇒ Recours en contestation de la validité du contrat Conformément à l'arrêt du Conseil d'État du 4 avril 2014 (Département du Tarn et Garonne n°358994) : Tous les tiers susceptibles d'être lésés, dans leurs intérêts, par la passation du contrat ou ses clauses, peuvent dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité de la signature du contrat, introduire un recours contestant la validité du marché. Il peut assortir son recours d'un référé suspension conformément à l'article L. 521-1 du Code de Justice Administrative